

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne

Nevers, le 13 juillet 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/06/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

## **ANTARGAZ**

Chemin du Gros Bout - 58470 GIMOUILLE

Réf. : 220526

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10 juin 2022 dans l'établissement ANTARGAZ implanté Chemin du Gros Bout à 58470 GIMOUILLE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ANTARGAZ
- Chemin du Gros Bout 58470 GIMOUILLE
- Code AIOT dans GUN : 0005401332
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- Non IED - MTD

La société Antargaz stocke du GPL dans une sphère.

#### **Le thème de visite retenu est le suivant :**

- Action nationale SGS sous-traitance

### **2) Constats**

#### **2-1. Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et, à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

## 2-2. Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Organisation, formation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, annexe I.1	/	/
Formation des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	/

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 28/06/2017, article 1.5.4	/	/
Suite de la précédente inspection	Autre du 06/01/2021	/	/
Suite exercice POI	Autre du 13/09/2021	/	/

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Organisation, formation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, annexe I.1	/	/
Formation des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	/
Opérations d'entretien et de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, annexe I.3	/	/
Gestion des situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, annexe I.5	/	/

### 2-3. Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il convient que l'exploitant suive le nombre des sous-traitants qui interviennent sur leur site, organise la gestion des "habilitations métiers" et organise un suivi particulier des sous-traitants qui interviennent sur des MMR.

## 2-4. Fiches de constats

Nom du point de contrôle : **Garanties financières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 28/06/2017, article 1.5.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, renouvellement des garanties financières
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sauf dans le cas de constitution des garanties par consignation à la Caisse des dépôts et consignation, le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 1,5,3.</p> <p>Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis un acte de cautionnement solidaire (n°2287946) pour la constitution de garanties financières d'un montant maximum de 234874 euros pour :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la surveillance et le maintien en sécurité de l'installation en cas d'évènement exceptionnel susceptible d'affecter l'environnement ;</li><li>- les interventions en cas d'accidents ou de pollution.</li></ul> <p>Cet engagement de caution prend effet à compter du 28 juin 2017 et expire le 30 avril 2022.</p> <p>L'exploitant a transmis en date du 17 novembre 2021 au préfet de la Nièvre un courrier indiquant son intention de constituer des garanties financières mutualisées pour l'ensemble des sites en France.</p> <p>En date du 24 mars 2022, le préfet de la Nièvre a demandé à l'exploitant de transmettre le document attestant de la constitution de garanties financières mutualisées ainsi que de compléter le tableau des sites concernés avec leur n° de SIRET/SIREN.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- que la constitution des garanties financières étaient en cours et pilotée par le service juridique ;</li><li>- qu'il ne connaissait pas le délai pour la constitution ;</li><li>- que l'acte de cautionnement original sera transmis pour le site de Donges, soit à la DREAL Pays de la Loire.</li></ul> <p>Suite à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis par mail en date du 20 juin 2022, l'acte de cautionnement solidaire n°2592616 pour son site de Gimouille. <b>Il prend effet à compter du 01/05/2022 jusqu'au 30/04/2027.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> sans suite
<b>Proposition de suites :</b> sans objet

Nom du point de contrôle : **Suite de la précédente inspection**

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 06/01/2021
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Manche à air
<b>Prescription contrôlée :</b> Un dispositif de jour comme de nuit, indiquant la direction et la force du vent, est en place à proximité des installations.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées a constaté la présence d'une manche à air permettant de répondre aux objectifs de la présente prescription. La présence de panneaux solaires alimentant des batteries permet l'éclairage de la manche à air la nuit. Le déclenchement est automatique suite à absence de lumière. Ce dispositif répond aux exigences réglementaires.
<b>Type de suites proposées :</b> sans suite
<b>Proposition de suites :</b> sans objet

Nom du point de contrôle : **Suite de l'exercice POI**

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 13/09/2021
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, sommunication suite au déclenchement du POI
<b>Prescription contrôlée :</b> A) Compte tenu de la spécificité du site au sens des installations classées (statut seveso), il serait utile que l'automate d'appel de ce site intègre aux messages téléphoniques les informations suivantes : - le site est ICPE, classé Seveso Haut, - le site se trouve dans le département de la Nièvre.  B) Programmation des relances de l'automate d'appel Relance des appels de l'automate très nombreux.
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué qu'il allait intégrer les éléments demandés du point A à l'automate d'appel. Pour le point B, l'exploitant a indiqué que le choix a été fait de procéder à des appels très réguliers afin de s'assurer de la bonne transmission des informations en cas de déclenchement du POI. Il a indiqué également qu'il fallait que l'ensemble du message soit écouté pour valider la prise en compte de l'alerte. Dans ce cas l'automate ne procède plus aux appels.
<b>Type de suites proposées :</b> sans suite
<b>Proposition de suites :</b> sans objet

Nom du point de contrôle : **Organisation, formation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 26/05/2014, annexe I.1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, SGS – Organisation Formation – Liste sous-traitants
<b>Prescription contrôlée :</b> Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est identifié. Les modalités d'interface avec ce personnel sont explicitées.
<b>Constats :</b> L'exploitant ne dispose pas d'une liste de suivi de sous-traitants qui interviennent sur leur site. L'exploitant ne réalise pas de suivi spécifique sur le nombre d'entreprises de sous-traitance. Il est possible de connaître via la GMAO si une sous-traitance est mise en place.  Demande compléments : Il convient que l'exploitant identifie le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur et suive leur intervention. Notamment, qu'il tienne à jour une liste des sous-traitants qui interviennent sur son site.
<b>Type de suites proposées :</b> susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> sans objet

Nom du point de contrôle : **Organisation, formation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 26/05/2014, annexe I.1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, SGS – Organisation Formation – Conduite accident
<b>Prescription contrôlée :</b> Les fonctions des personnels associés à la prévention et au traitement des accidents majeurs, à tous les niveaux de l'organisation, sont décrites, ainsi que les mesures prises pour sensibiliser à la démarche de progrès continu.  Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.
<b>Constats :</b> Le personnel sous-traitant est informé sur la conduite à tenir à tenir en cas d'incident ou d'accident via le plan de prévention. Ce plan est réalisé pour toutes interventions ainsi que par l'accueil sécurité. Le personnel sous-traitant ne participe pas à la mise en œuvre des moyens d'intervention.
<b>Type de suites proposées :</b> sans suite
<b>Proposition de suites :</b> sans objet

Nom du point de contrôle : **Formation des entreprises extérieures**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, PPAM – Formation / documentation – Plan formation
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.</p> <p><b>Constats :</b>  L'exploitant dispose d'une procédure spécifique à la gestion des entreprises extérieures qui interviennent sur son site (PMS-012).  Cette procédure définit notamment les mesures de prévention préalables à l'exécution d'une opération et l'obligation de réaliser un plan de prévention. Avant chaque intervention, une réunion préparatoire et une visite des lieux sont réalisées par l'ensemble des personnes devant intervenir sur le site.  En amont de cette visite terrain, l'exploitant adresse le document "information préalable à l'exécution d'opération sur un site GPL" (MOD-2040) aux entreprises extérieures afin de pouvoir réaliser une analyse des risques et ainsi définir les mesures de prévention à mettre en place.  L'intervention de la société OLDHAM a fait l'objet d'un plan de prévention en date du 2 décembre 2019.  De plus, chaque personne entrant sur le site doit visionner une vidéo "accueil sécurité".  A l'issue de ce visionnage, un questionnaire est complété et fait l'objet d'une correction par le responsable du dépôt. Un "passport sécurité" est ensuite attribué pour une période d'un an. A l'issue de cette période, la personne devra renouveler sa formation "sécurité" selon les modalités décrites ci-dessus.  Le passeport sécurité de la personne de la société OLDHAM a été réalisé le 8 juin 2022.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> sans suite
<b>Proposition de suites :</b> sans objet

Nom du point de contrôle : **Formation des entreprises extérieures**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, PPAM- Formation / documentation – Contenu des formations
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.</p> <p><b>Constats :</b>  Le contenu du plan de prévention est réalisé en fonction des éléments contenus dans le document « information préalable à l'exécution d'opération sur site GPL ».  Le contenu du plan de prévention relatif à l'intervention de la société OLDHAM est en adéquation avec les dangers/risques présentés par l'installation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> sans suite
<b>Proposition de suites :</b> sans objet

Nom du point de contrôle : **Formation des entreprises extérieures**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, PPAM – Formation / documentation – Renouvellement
<b>Prescription contrôlée :</b> Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
<b>Constats :</b> Le plan de prévention est renouvelé annuellement ainsi le passeport sécurité permettant de rentrer sur le site (cf. point précédent).  Le plan de prévention doit également être renouvelé tous les ans. Pour cela, l'exploitant envoie le document "Information préalable à l'exécution d'opération sur site GPL" à l'entreprise sous-traitante afin de voir si des changements sont à noter. Le plan de prévention est reconduit si aucune modification n'a lieu, sinon il est modifié.  Pour le plan de prévention suite à l'intervention d'OLDHAM, le document "Information préalable à l'exécution d'opération sur site GPL" a été transmis en date du 8/12/2020. En revanche, pour l'année 2021, cette fiche n'a pas été transmise.  Observation : Il convient que l'exploitant mette en place une organisation permettant de s'assurer que les plans de prévention sont correctement renouvelés en délai et en contenu. De plus, cette organisation doit permettre d'interdire toute intervention qui n'aurait pas fait l'objet d'un plan de prévention comme prévu par la procédure PMS-012.
<b>Type de suites proposées :</b> susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> sans objet

Nom du point de contrôle : **Formation des entreprises extérieures**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, PPAM – Formation / documentation – Formations suivies
<b>Prescription contrôlée :</b> Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
<b>Constats :</b> L'exploitant classe avec le plan de prévention les "passeports sécurité". Le dernier "passeport sécurité" pour la personne de la société OLDHAM a été réalisé le 8 juin 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



Nom du point de contrôle : **Formation des entreprises extérieures**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, PPAM – Formation / documentation – Contrôle formation
<b>Prescription contrôlée :</b> Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
<b>Constats :</b> L'exploitant réalise des réunions préalables à l'intervention avec l'ensemble des intervenants. Un plan de prévention est ensuite réalisé (cf. point précédent). De plus, l'ensemble des personnes qui pénètre sur le site visionne la vidéo sécurité afin d'obtenir un "passeport sécurité" (cf. point précédent).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

Nom du point de contrôle : **Formation des entreprises extérieures**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, PPAM – Formation / documentation – Suivi des connaissances
<b>Prescription contrôlée :</b> Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
<b>Constats :</b> La procédure PMS 012 encadre la gestion des entreprises extérieures (cf. point précédent).  L'inspection des installations classées a vérifié par sondage ces éléments par analyse des documents relatifs à l'intervention de la société OLDHAM. Les éléments sont exposés dans les points précédents.
<b>Type de suites proposées :</b> sans suite
<b>Proposition de suites :</b> sans objet

Nom du point de contrôle : **Opérations d'entretien et de maintenance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 26/05/2014, annexe I.3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés
<b>Prescription contrôlée :</b> Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
<b>Constats :</b> La procédure PMS 016 décline de façon opérationnelle la gestion des situations dégradées. Cette procédure permet d'encadrer l'identification d'une situation dégradée. Notamment, elle prévoit des actions particulières en cas d'intervention sur des équipements (type MMR par exemple) qui entraînent une indisponibilité temporaire. Dans ce cas, une analyse de risques est réalisée et des check-lists sont réalisées pour des situations prédéfinies.  Ces check-lists sont alors intégrées dans le plan de prévention pour être transmise à l'entreprise extérieure concernée.
<b>Type de suites proposées :</b> sans suite
<b>Proposition de suites :</b> sans objet

Nom du point de contrôle : **Opérations d'entretien et de maintenance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 26/05/2014, annexe I.3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation – Permis feu
<b>Prescription contrôlée :</b> Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
<b>Constats :</b> L'exploitant a intégré dans son SGS un modèle de permis feu (MOD 2035). Le permis feu a une validité d'une journée. L'exploitant travaille sur une diminution à une demi-journée de la durée de validité de ce permis feu, au vu des futurs recommandations du guide CNPP sur les permis feu. Ce guide est le référentiel pour l'exploitant.  Le permis feu aborde : <ul style="list-style-type: none"><li>- description des travaux par points chauds</li><li>- description des Risques</li><li>- consignes générales de sécurité</li><li>- description des moyens de prévention</li><li>- gestion des inhibitions des moyens de détection et de défense incendie</li><li>- signatures</li><li>- surveillance après travaux</li><li>- remise en service des moyens de détection et de défense incendie.</li></ul> Le permis feu lié à l'intervention de la société OLDHAM est associé au plan de prévention (n° 2122019) et signé par l'ensemble des parties le 8 juin 2022, avec une fin de travaux fixée à 14 heures.
<b>Type de suites proposées :</b> sans suite
<b>Proposition de suites :</b> sans objet

Nom du point de contrôle : **Opérations d'entretien et de maintenance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 26/05/2014, annexe I.3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation – Surveillance travaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
<b>Constats :</b> L'exploitant prévoit une surveillance après les travaux. Cette surveillance consiste à s'assurer, lors de travaux par points chauds, à réaliser une ronde 2 heures après la fin des travaux.  Les travaux réalisés par la société OLDHAM n'ont pas fait l'objet de point chaud. Cette information est présente dans le permis feu.
<b>Type de suites proposées :</b> sans suite
<b>Proposition de suites :</b> sans objet

Nom du point de contrôle : **Opérations d'entretien et de maintenance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 26/05/2014, annexe I.3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation – Habilitations
<b>Prescription contrôlée :</b> Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
<b>Constats :</b> Il convient de différencier les habilitations "métiers" des habilitations liées à la prévention des risques.  Dans le cadre du plan de prévention, l'exploitant demande certaines habilitations "métiers" à l'entreprise sous-traitante. Par exemple, dans le cadre de l'intervention d'OLDHAM, le technicien a une habilitation électrique (validité du 22/02/22 au 21/02/2025). Ces habilitations sont de la responsabilité de l'employeur de l'entreprise sous-traitante (cf. point précédent pour le suivi de ces habilitations).  Toutes personnes étrangères au site doivent se présenter au chef de dépôt pour y accéder. Ils sont ensuite accompagnés sur le lieu d'intervention. Lorsque l'intervenant est seul sur site, il dispose d'un talkie-walkie. De plus, aucun badge d'accès n'est délivré sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> sans suite
<b>Proposition de suites :</b> sans objet

Nom du point de contrôle : **Opérations d'entretien et de maintenance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 26/05/2014, annexe I.3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation – MMR
<b>Prescription contrôlée :</b> Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
<b>Constats :</b> D'une façon générale, la maintenance des installations est gérée par la GMAO (alerte, enregistrement intervention, documents, etc.). L'exploitant ne dispose pas d'alerte spécifique sur la GMAO pour les opérations sur les équipements critiques type MMR. Ainsi il applique les mêmes procédures que pour l'ensemble de ses installations. Cependant, l'exploitant dispose de check-list pour des situations prédéfinies (cf. point précédent). Notamment, par exemple, dans le cadre de la maintenance sur les détecteurs, il dispose d'une check-list "Test des asservissements sur mise en sécurité du site". Elle prévoit un test de l'ensemble des détecteurs avec vérification de la remontée d'information sur le synoptique de suivi d'exploitation. Il est également vérifié pour un détecteur un test de l'ensemble de la chaîne de sécurité (détection, transmission, actionneur). Lors de l'intervention d'OLDHAM cette check-list a été utilisée (le 8 juin 2022).
<b>Observations :</b> Il convient que l'exploitant ait une attention particulière pour les interventions de sous-traitants concernant les MMR. Cette organisation doit être mise en place dans le SGS du site.
<b>Type de suites proposées :</b> sans suite
<b>Proposition de suites :</b> sans objet

Nom du point de contrôle : **Gestion des situations d'urgence**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédures d'urgence
<b>Prescription contrôlée :</b> En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence.  Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée.  Ces procédures font l'objet : - d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ; - de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.
<b>Constats :</b> Les sous-traitants ne participent pas à la gestion d'un événement sur site. En cas d'alarme, ils sont évacués en se dirigeant uniquement vers le point de rassemblement.
<b>Type de suites proposées :</b> sans suite
<b>Proposition de suites :</b> sans objet